TRIBUNE LIBRE

Le Prolétariat et la Guerre (suite)

SUR LA DÉFENSE NATIONALE

tente et de l'action internationales des pro- action autonome de classe qu'elle doit complétaires. Mais le fascisme, comme un tor- ter pour sauver la paix en péril. rent dévastateur, a passé sur l'Europe cen-

la défense nationale est une des formes de la défense antifasciste. »

Amédée Dunois — car ces lignes sont de lui; nous les avons extraites d'un article tront les antagonismes capitalistes), organiser publié sous le titre « Défense révolutionnaire » dans la Bataille socialiste du mois de décembre — exprime là une des plus graves divergences qui existent entre la Bataille

Nous, c'est encore de l'entente et de l'action internationale des travailleurs que nous attendons la paix.

Nous, plus que jamais, nous pensons que la défense nationale est un mensonge sanglant, une horrible duperie, dont les peuples sont les victimes.

Pour nous, la défense nationale, dans une démocratie bourgeoise inspirée par les puissances capitalistes, loin d'être une des formes de la défense antifasciste, est un moven d'aboutir à la fascisation d'un Etat, au renforcement de son appareil de dictature sur l'ensemble de la classe ouvrière, à l'anéantissement des libertés publiques.

Pour nous, ce n'est pas contribuer à « éviter la guerre, l'éviter de toute sa force et de toute sa ruse » (Am. Dunois) que de donner à l'avance à la démocratie bourgeoise et aux forces capitalistes qui la dominent, l'assurance que les prolétaires acceptent la défense nationale, l'idée de la guerre défensive, « légitime et nécessaire », l'idée de l'union sacrée pour la défense du droit et de la liberté! C'est au contraire encourager le capitalisme dans ses desseins belliqueux. Car c'est déjà lui fournir, ainsi qu'à l'Etat qui en est l'instrument, le prétexte qui servira à justifier la guerre.

Pour nous, contribuer à éviter la guerre, c'est d'abord travailler sans répit au renforcement de l'internationalisme prolétarien, à rendre plus vivante que jamais la formule célèbre : « Prolétaires de tous les pays, unissez-vous! ». C'est, au lieu d'accepter la course folle aux armements comme un mal inévi table, la dénoncer sans relâche comme une manifestation de l'esprit de guerre entretenu dans le monde par l'Internationale des armements et les puissances capitalistes, et la preuve d'une politique de préparation intensive de la guerre.

C'est, au lieu de mettre tous ses espoirs de paix dans le triomphe de la politique dite politique de paix du bloc des Etats démocratiques sur la politique de guerre du bloc des Etats fascistes, dénoncer, selon la vérité historique, les oppositions qui séparent les deux blocs comme l'expression des antagonismes violents qui bouleversent à l'heure actuelle le monde capitaliste. C'est montrer qu'il s'agit avant tout d'une lutte âpre entre capitalismes rivaux pour la conquête de marchés. de débouchés, de matières premières. C'est d'abord ne pas être dupe soi-même, et ensuite ne pas propager des illusions dangereuses dans la classe ouvrière, qui doit, au

C'est, au lieu de s'évertuer à ranimer la foi, sans cesse décue, en une Société des Nations de plus en plus impuissante à conci-« Dans la période que traverse le monde, lier les intérêts des blocs d'Etats capitalistes qui la composent et à arrêter le jeu des impérialismes rivaux (et son impuissance augmentera au fur et à mesure que s'accroîune puissante opposition prolétarienne à la

> Les prolétariats des pays démocratiques ont un rôle pacifique immense à jouer. Mais ils le joueront, non en se plaçant sur le ter-

«La paix — « la grande paix humaine » contraire, être fortifiée dans la conviction rain de la diplomatie bourgeoise et en dé-- je l'attendais, nous l'attendions de l'en- que c'est avant tout sur elle-même, sur son fendant la politique de tel bloc contre tel autre, mais en organisant leurs efforts, toute leur action de classe dans le sens de la conquête totale du pouvoir politique.

Pour défendre la démocratie en péril, Amédée Dunois accepte la défense nationale qu'il assimile à la défense antifasciste, à la défense révolutionnaire.

Mais il n'est pas, à l'heure où nous sommes. de défense nationale, de défense antifasciste plus efficace pour les travailleurs des Etats démocratiques que celle qui consiste pour eux à entrer hardiment dans la voie révolutionnaire et à maîtriser le capitalisme de leur propre pays qui est l'ennemi public Berthe FOUCHERE.

NOS FRERES COLONIES DES

IL FAUT SAUVER TA-TU-THAU!

Ta-Tu-Thau, le vaillant militant révolutionnaire indochinois, qui purge à la prison centrale de Saïgon une peine de deux ans de prison pour délit de presse et qui souffre de paralysie partielle à la suite d'une grève de la faim, vient de nous écrire : « Le régime qu'on nous fait subir est spécial

car il faut nous isoler. Sauf quelques petits avantages, c'est le régime de droit commun. Nous avons la nourriture des prisonniers de droit comnun. C'est encore le régime de droit commun pour les visites... Tao et moi, nous avons écrit à F. Jourdain. Nous lui avons demandé de réclamer le régime politique pour nous. Tu voudras bien appuyer un peu sa campagne. Nous réclamons ne nourriture différente de celle des condamnés de droit commun et le régime des visites tel qu'il existe à la Santé : visite quotidienne des parents t amis dans notre cellule même... »

En ce qui concerne sa santé, Ta-Tu-Thau confirme : « Je reste toujours paralysé... Je ne peux écrire plus longuement. Depuis cinq mois, c'est a première fois que je fais une aussi longue lettre... Si, tenant compte de mon état, le ministre des Colonies me fait libérer conditionnellement, je demande à aller en France. Peut-être aurai-je ncore le temps de guérir avec les médecins de à bas... »

Un autre lettre émanant de Tran-van-Thach, onseiller municipal de Saïgon, nous donne ces nquiétantes précisions : « Ta-Tu-Thau est tou ours en prison. Son état ne s'améliore pas. Par uite de l'inertie, son bras droit s'est raccourci d'un demi-centimètre, au dire des médecins... Nous craignons que Thau ne contracte une infirnité permanente.»

Nous demandons à tous nos camarades de aire voter par leur section et d'envoyer au ministre des Colonies des ordres du jour exigeant our Ta-Tu-Than la mise immédiate au régime politique en attendant la mise en liberté condiionnelle qui, seule, peut sauver sa santé.

UNE MAUVAISE ACTION DU « POPULAIRE »

Notre ami Dussac, animateur du parti comnuniste malgache, a été, comme les autres organisations antiimpérialistes aux colonies, victime lu grand tournant national du Parti communiste français: depuis quelques mois, son mouement est abandonné, désavoué par le 120, rue afavette. Et. à ce titre, il mérite la sympathie, a solidarité des socialistes révolutionnaires.

Mais tel n'est pas l'avis du rédacteur en chef

Le Prolétariat malgache, organe du parti communiste malgache, a publié récemment, en l'ab- et à son amour de la vérité.

sence de Dussac, qui est à Paris, un article non signé protestant contre un projet de transplantation des sujets polonais à Madagascar. L'auteur de cet article soutient la thèse que cet afflux soudain d'étrangers à Madagascar serait gros de périls pour le peuple malgache. Il conclut en affirmant que les Malgaches, privés de tous droits, ne seraient en état de résister à la concurrence onomique d'étrangers que lorsqu'ils auraient au moins autant de droits que ceux qu'on introduirait parmi eux. Cela est juste.

Mais, dans la forme, le rédacteur emploie des expressions très malencontreuses, qui ressemblent trop à celles dont use en Europe le racisme anti-

Cet article est tombé sous la main de Rosenfeld. Celui-ci a jugé inutile de se renseigner auprès de Dussac, ce qui eût été facile pourtant, puisque, au même moment, Dussac était l'invité de la commission coloniale de notre Parti. Il a préféré, suivant sa propre expression, « signaler l'article à Cachin afin que l' «Humanité» se dégage»; et l'Humanité a publié aussitôt un communiqué injurieux pour Dussac, que le Populaire du 25 janvier s'est empressé de reproduire en bonne place, sous le titre : « Mise au point ».

Indigné à juste titre. Dussac a écrit aussitôt au directeur du Populaire : « Je fais appel à votre loyauté et à votre amour de la vérité pour publier une autre mise au point suivante... Dès que i'ai eu connaissance de cet article, inacceptable dans la presse que je dirige, i'ai immédiatement envoyé à Tananarive une mise au point qui paraîtra prochainement, avec l'expression de mon vif mécontentement et de ma réprobation absolue.

Evidemment, je suis directeur du « Prolétariat malgache », mais je me trouve à Paris en ce mo-ment et il m'est une impossibilité matérielle de prendre connaissance des articles avant leur pu-

Je ne pense pas, néanmoins, que l'auteur occasionnel de cet article se soit bien rendu compte que son papier était imprégné de l'esprit raciste et je suppose que, comme étranger, il a péché par ignorance des finesses de notre langue fran-

J'ai, du reste, publié déjà au sujet de la guestion de l'immigration juive polonaise à Madagascar, un article qui n'a pu donner lieu à aucun commentaire désobligeant pour la race juive qu'il appartient, au contraire, de défendre en raison surtout des persécutions aussi odieuses qu'injustifiées dont elle est victime ... »

Mais cette lettre, qui remet les choses au point, Populaire s'est abstenu de l'insérer!

Et pourtant, Dussac a fait appel à sa loyauté

A l'Exécutif de l'Internationale

en session commune les exécutifs des deux Interna- tive » les appétits impérialistes menacés. tionales. A l'ordre du jour, principalement : « l'ac- La majorité de la délégation française s'est ralliée tion internationale contre l'agression japonaise » et la à un texte unanime réclamant l'application de la « sésituation intérieure de la République espagnole. La curité collective » (paru dans le Populaire). Notre délégation française se composait de Jean Longuet, camarade Marceau Pivert ne s'est pas solidarisé avec de Jean Zyromski et de Marceau Pivert.

L'action contre le Japon

Un projet de résolution demandait l'application à la Chine des principes de la sécurité collective et l'organisation d'une pression ouvrière sur les gouvernements pour qu'ils remplissent les obligations du Pacte et coupent les crédits au Japon, en accord avec les Etats-Unis, si possible. Le projet réclamait enfin l'embargo sur les marchandises, en premier lieu le pétrole, destinées au Japon et il se terminait par une clause demandant que, après l'évacuation de la Chine par le Japon et le rétablissement du droit. on examine favorablement les « revendications » japo-

D'une manière générale, la discussion a révélé le scepticisme croissant des différents partis vis-à-vis de l'organisation genevoise.

Les Anglais avec Citrine pensent que, à défaut de l'unanimité théorique de la S.D.N., l'embargo sur les crédits et marchandises fait par un certain nombre de pays dont l'Angleterre, la France, les Pays-Bas, les Dominions, la Suède, les Indes, serait suffisant pour entraver considérablement le Japon dans son agression, dès maintenant.

A cette proposition, le représentant du Parti social-démocrate des Pays-Bas a fait de graves objections. Il préfère le refus de crédits au Japon que l'embargo sur le pétrole. Cette intervention n'est que l'écho des préoccupations de la bourgeoisie hollandaise, car ce n'est un secret pour personne que celle-ci gagne beaucoup d'argent avec la vente au Japon du pétrole des Indes néerlandaises. Le représentant de la Suède a eu une attitude analogue au sujet des minerais que la Suède exporte au Japon.

Une remarque d'Otto Bauer, demandant que les socialistes n'apparaissent pas comme les défenseurs des capitalismes européens et américains, se trouve amplement justifiée par de telles interventions où les délégués socialistes apportent dans l'I.O.S. les arguments de leurs bourgeoises nationales.

Quand on voit les divergences entre partis socialdémocrates sur la lutte contre l'agresseur, comment peut-on espérer un accord général des Etats capitalistes contre ce même agresseur? La « sécurité collective » reste donc un mythe, ou plutôt elle ne sera qu'« une sécurité partielle », expression des différents blocs antagonistes. Rien ne distingue aujourd'hui la soi-disant « sécurité collective » des vieilles alliances d'avant 1914.

Bien involontairement d'ailleurs, Citrine, délégué des Trade-Unions britanniques, a fait remarquer que, en Angleterre, « les gens qui étaient insensibles pour Guernica, s'étaient indignés contre le Japon ». De telles gens ont l'indignation de leurs porte-monnaie, les intérêts britanniques étant plus en danger dans la guerre chinoise que dans la conquête du pays basque. Qu'on se rappelle les avances faites depuis la prise de Bilbao par le gouvernement anglais à Franco et qu'on se demande, dans ces conditions, une fois de plus, ce que signifie la « sécurité collective » des Etats

Aussi, lorsqu'un Citrine préfère l'éventualité d'une guerre faite au nom de la « sécurité collective » plutôt que pour un autre risque, il se leurre, ou plutôt il leurre le prolétariat. Marx nous a habitué à distinguer derrière la paille des mots le grain des choses apprécier : « Il ne suffit pas de donner une armée

un tel texte et a exprimé la pensée de notre Gauche Révolutionnaire dans une résolution que l'on lira ci-dessous.

Dans son intervention, Marceau Pivert demanda qu'on engage directement l'action de boycott, sur le pétrole en particulier, sans attendre telle ou telle réponse des gouvernements. Il n'a pas été suivi, et Mertens, le secrétaire des syndicats belges, a bien résumé l'atmosphère de l'exécutif en affirmant définitivement que « la classe ouvrière ne peut rien faire par ses propres forces et doit aider les gouvernements ». La classe ouvrière peut attendre longtemps dans ces conditions. Heureusement que Vandervelde lui a rappelé que les intérêts des capitalistes belges en Chine étaient si considérables qu'une action du gouvernement belge contre le Japon était peut-être possible! L'aide prolétarienne au gouvernement est, dans ces conditions, un soutien d'ailleurs platonique des intérêts impérialistes. Enfin, grâce à l'insistance d'Otto Bauer, on a supprimé les paragraphes prévoyant l'examen favorable des revendications japonaises, c'est-à-dire des militaristes japonais.

L'I.O.S. s'intéressant aux revendications des militaires fascistes, cela devenait un peu fort; pourquoi pas les revendications de Franco? Ces paragraphes ont été remplacés par un appel au peuple

La question espagnole

Dans un rapport de Pietro Nenni, peu suspect de sympathie pour la F.A.I. ou le P.O.U.M. et qui est entièrement d'accord avec la politique du P.C. et de la droite socialiste espagnole, nous détachons cette appréciation:

« Les socialistes du monde entier doivent assumer en bloc la responsabilité et la défense de la Révolution espagnole. Ceci ne comporte pas de notre part la renonciation au devoir de rechercher et de dire la vérité sur toutes choses et chaque fois que nous nous trouvons devant des crimes qui, comme certaines exécutions ou disparitions plus ou moins mystérieuses,

Nous sommes d'accord, en faisant remarquer que les crimes et exécutions sont venus d'un seul côté depuis un an, ont frappé l'élite révolutionnaire du prolétariat espagnol et ont détruit l'unité ouvrière antifasciste. Celui qui défendait en bloc la Révolution espagnole sans souligner le caractère contre-révolutionnaire de la répression dirigée contre le P.O.U.M. et la C.N.T., celui-là serait un fieffé hypocrite, qui couvrirait de phrases gauches une marchandise réac-

Or, on peut regretter que Pietro Nenni ait osé affirmer que « sans la répression de la politique du P.O.U.M., il n'y avait pas de Téruel possible ». Nous pensons, au contraire, que sans la répression et la division systématiquement introduite par le P.C., Téruel aurait eu lieu six mois plus tôt, ce qui aurait empêché la chute de Santander et des Asturies... Sans discuter plus loin, remarquons que Pietro Nenni partage pas mal des illusions communistes sur le front unique possible avec la papauté.

De Brouckère a cité le cas de douze volontaires socialistes belges dont sept avaient été tués et dont les cinq autres se trouvaient dans les prisons républicaines, et il a ajouté ces paroles que chacun peut

Le 15 janvier dernier, à Bruxelles, se sont réunis et par conséquent à voir derrière la « sécurité collec- à une Révolution ; il faut concilier la discipline et la liberté, sinon l'armée étouffe la Révolution ». Et il a ajouté: « Si nous pouvons apprendre d'Espagne la reconstitution d'une complète unité ouvrière et démocratique, nous en aurons plus de joie que pour la prise

> Dan a complètement rétabli la vérité sur les crimes du Guépéou en Espagne, marqué les responsabilités de chaque organisation, et rappelé que les calomnies contre le P.O.U.M. lui rappelaient celles de Kérensky contre Lénine. Dan fait confiance au P. S. espagnol pour arranger cela. Souhaitons qu'il y parvienne, mais nous pensons que cela n'effacera pas les actes contre-révolutionnaires accomplis par le gouvernement Négrin en matière sociale et politique.

Michel COLLINET.

Résolution présentée par Marceau Pivert

La délégation française considère que le texte proposé correspond aux sentiments de la majorité du Parti socialiste S.F.I.O. Cependant, en tant que représentant de la minorité du Parti et pour informer les autres délégations, je tiens à faire connaître notre position sur un point particulièrement important, Nous considérons que les principes de sécurité collective ne peuvent avoir aucune base économique sérieuse dans un monde capitaliste en pleine crise impérialiste, bouleversé par des antagonismes suraigus : si le prolétariat n'en prend pas conscience, il risque d'être entraîné à une aliénation redoutable de sa liberté d'action au bénéfice d'un bloc impérialiste et du régime capitaliste lui-même.

Pour nous, la « sécurité collective » n'a de sens que dans la lutte incessante de tous les travailleurs dans tous les pays, contre leur propre impérialisme.

Bien loin d'entretenir les illusions pacifistes-bourgeoises qui ont fait éclater leur périlleuse vanité dans les événements d'Ethiopie, d'Espagne, de Chine, les Internationales ne devraient les invoquer que pour mieux percer à jour la duplicité hypocrite des capitalistes internationaux qui se ravitaillent mutuellement pour préparer ou pour faire la guerre avec la chair de leurs esclaves.

Aussi, les Internationales devraient engager chaque prolétariat à utiliser au maximum les contradictions n'ont aucun rapport avec la défense révolutionnaire.» croissantes du régime capitaliste pour préparer systématiquement la conquête du pouvoir dans chaque

> En ce sens, toute action directe internationale de grève et de boycott capable, par son ampleur, de révéler aux travailleurs leur capacité de lutte contre la guerre impérialiste, vaudra cent textes de résolution faisant appel à la S.D.N. ou aux gouvernements, c'est-à-dire à des institutions extérieures ou hostiles à notre mouvement de classe et par suite incapables d'atteindre les objectifs qu'il se propose.

> Acceptant le mandat reçu de la souveraineté populaire, le Parti socialiste le remplira sans défaillance et sans faiblesse, prêt à briser les résistances ou les offensives de la réaction, comme à dénoncer ceux qui, malgré les engagements pris, tenteraient de saboter l'effort de salut public réclamé par la nation.

> > (C. N., 10 mai 1936.)